

Isneauville Cedex

190 Rue François Jacob - CS 80534
76235 Isneauville Cedex

Tél : +33601865465

Mél : yohann.martin@bureauveritas.com

N° affaire : 25686221/3

Mission : Coordination Sécurité et Protection de la Santé

Opération :

Opération : **SMR / Entrée EHPAD / Accueil de jour**

116 RUE LOUIS PASTEUR

76116 DARNETAL

Destinataire :

CENTRE HOSPITALIER DURECU

Denis Renaud


116 RUE LOUIS PASTEUR

76116 DARNETAL

Plan Général de Coordination

P.G.C.

Opération de catégorie : 2**Présence d'Amiante - Présence de Plomb**

Date d'établissement ou de modification	Rév.	Objet de la mise à jour	Rédacteur
02/04/2025	Rev0	Création du document (Ensemble du projet)	Yohann MARTIN
04/04/2025	Rev1	MAJ PGC (Suite précisions reçus de SOGETI INGENIERIE)	Yohann MARTIN
13/06/2025	Rev2	Mise à jour au PGC (Suite à la réception du rendu PRO le 04 Juin 2025)	Yohann MARTIN
23/06/2025	Rev3	Mise à jour au PGC faite le 23 Juin 2025 (Suite à la réception du Compte-rendu de la réunion PRO du 19/06/2025 (Analyse du dossier PRO))	Yohann MARTIN 

SOMMAIRE

0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION	4
1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION	7
1.1. Présentation du projet	7
1.1.1. Objet de l'opération	7
1.1.2. Mode de consultation des entreprises	8
1.1.3. Délai prévisionnel de chantier	8
1.1.4. Démarche environnementale	8
1.1.5. Prévision du nombre de lots	9
1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier	9
1.2. Présentation des intervenants	9
2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS	11
2.1. Principe des séquences d'interventions	11
2.3. Inspections Communes	11
2.4. PPSPS	11
2.4.1. Pénalités	12
2.5. Sous-traitance	12
2.5.1. Déclaration des sous-traitants	12
2.5.2. Transmission du PGC	12
2.5.3. Obligation du sous-traitant	13
2.6. Intérimaires	13
2.7. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »	13
2.8. Travailleurs indépendants	13
2.9. Protections individuelles	13
2.10. Modalité d'accueil des salariés et salariés étrangers	13
2.11. Modalités de visite du chantier par des tiers	14
3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE	15
3.1. Accès au site et réseaux provisoires	15
3.2. Emprise de chantier	16
3.2.1. Clôture et portail	16
3.2.2. Accès	16
3.2.3. Circulations	17
3.2.4. Signalisation	17
3.2.5. Stationnements	17
3.2.6. Stockage	17
3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)	18
3.2.8. Cantonnements et entretien	18
3.3. Nettoyages (hors cantonnement)	21
3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier	21
3.3.2. Plan d'installation de chantier	21
3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier	22
4. MESURES DE COORDINATION SPS	23
4.1. Définition des risques particuliers	23
4.2. Analyse de risques	25
4.3. Co-activités et protections collectives	28
4.3.1. Organisation de la sécurité collective	28
4.3.2. Déplacement de protection collective	29
4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise	29
4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles	29
4.4. Equipement de levage	30
4.4.1. Autorisation de survol	30
4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention	30
4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site	30

4.5.1. Approvisionnements et stockage	30
4.5.2. Travaux superposés	30
4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux	30
4.5.4. Protection contre le bruit	31
4.5.5. Protection contre l'incendie	31
4.5.6. Travaux en hauteur	31
4.5.7. Echafaudage, tour escalier	31
4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins	32
4.6. Moyens communs	32
4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur	32
4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier	32
4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels	33
4.6.4. Protection des accès – Auvents	33
4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets	33
5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER	35
5.1. Stockages sur le chantier	35
5.2. Nettoyage	35
5.3. Enlèvement des déchets	35
5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires	35
5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés	36
5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise	36
6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION	37
6.1. Déclarations particulières	37
6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération	37
6.3. Risques par rapport à un chantier voisin	37
6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure	37
6.5. Prévention incendie et explosion, Permis de feu	38
6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages	38
6.7. Locaux témoins	38
7. ORGANISATION DES SECOURS	39
7.1. Téléphone de secours	39
7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)	39
7.3. Travail isolé	39
7.4. Procédure d'organisation des secours	39
7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident	39
7.6. Point de rencontre secours	39
7.7. Modèle de fiche de secours	40
ANNEXES AU P.G.C.	41

0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

Articles L.4121-2 & 3 et L.4531-1 du Code du Travail

1. Eviter les risques ;
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
3. Combattre les risques à la source ;
4. Adapter le travail de l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment d'atténuer le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
5. Tenir compte de l'état de l'évolution de la technique ;
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou ce qui est moins dangereux ;
7. Planifier la prévention en visant un ensemble cohérent qui intègre dans la prévention la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants au travail ;
8. Prendre les mesures de protection collective par priorité à des mesures de protection individuelle ;
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs ;

Les articles L 4121-2 & 3 et 4531-1, imposent au Maître d'Ouvrage, aux Maîtrises d'Œuvres (Architectes, OPC etc...) et au Coordonnateur SPS, la prise en compte des Principes Généraux de Prévention.

Les différents entrepreneurs doivent prendre parfaite connaissance du présent document, en retirer les éléments nécessaires à la mise au point de leur proposition et se conformer rigoureusement lors de l'exécution des travaux, aux dispositions qu'il contient.

Les prestations définies dans ce document font partie intégrante du marché de chaque entreprise.

Les éléments contenus dans le présent document ont un caractère obligatoire. Les entreprises contractantes y compris les sous-traitants et travailleurs indépendants doivent en tenir compte notamment pour l'élaboration de leurs PLANS PARTICULIERS DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (P.P.S.P.S.).

En matière de sécurité et de protection de la santé du personnel, les entreprises ont non seulement une obligation de moyen, mais également une obligation de résultat.

La tenue des délais ne saurait en aucun cas être un motif d'infraction aux règles de sécurité. Les entreprises sont par conséquent tenues de prévoir et de mettre en œuvre les moyens compatibles avec la sécurité et les délais.

Article L.4532-6 du code du travail :

L'intervention du Coordonnateur SPS ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités qui incombent en application des autres dispositions du Code du Travail à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

Le coordonnateur a été nommé en phase **Conception**

Ce PGC a été réalisé sur la base :

Ce PGC a été réalisé sur la base :

- Ensemble du projet : Des documents fournis au CSPS le 07 Mars 2025 (Descriptifs / CCTP / Plans)
- Phase préalable de démolition : Des documents fournis au CSPS le 14 Mars 2025 (Planning / CCTP - lot Unique - DESAMIANTAGE – RETRAIT DE PLOMB - CURAGE – DECONSTRUCTION / Rapport amiante et plomb avant travaux.

Rapports de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux :
CONCLUSION : Dans le cadre de la mission objet des rapports, il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante.

Prendre connaissance des rapports amiante avant travaux + Annexe amiante du PGC

Rapports de repérage des matériaux et produits contenant du plomb avant réalisation de travaux :
CONCLUSION : Dans le cadre de la mission objet des rapports, il a été repéré des matériaux et produits contenant du plomb.

Prendre connaissance des rapports plomb avant travaux + Annexe plomb du PGC

Les différents entrepreneurs doivent prendre parfaite connaissance du présent document, en retirer les éléments nécessaires à la mise au point de leur proposition et se conformer rigoureusement lors de l'exécution des travaux, aux dispositions qu'il contient.

Les prestations définies dans ce document font partie intégrante du marché de chaque entreprise.

Les éléments contenus dans le présent document ont un caractère obligatoire. Les entreprises contractantes y compris les sous-traitants et travailleurs indépendants doivent en tenir compte notamment pour l'élaboration de leurs PLANS PARTICULIERS DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (P.P.S.P.S.).

En matière de sécurité et de protection de la santé du personnel, les entreprises ont non seulement une obligation de moyen, mais également une obligation de résultat.

La tenue des délais ne saurait en aucun cas être un motif d'infraction aux règles de sécurité. Les entreprises sont par conséquent tenues de prévoir et de mettre en œuvre les moyens compatibles avec la sécurité et les délais.

Article L.4532-6 du code du travail :

L'intervention du Coordonnateur SPS ne modifie ni la nature, ni les responsabilités qui incombent aux entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé.

Le coordonnateur a été nommé en phase **Conception**

Additif au PGC fait le 04 Avril 2025 (Suite précisions reçus de SOGETI INGENIERIE le 03 Avril 2025)

Mise à jour au PGC faite le 13 Juin 2025 (Suite à la réception du rendu PRO le 04 Juin 2025)

Mise à jour au PGC faite le 23 Juin 2025 (Suite à la réception du Compte-rendu de la réunion PRO du 19/06/2025 (Analyse du dossier PRO))

1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION

1.1. Présentation du projet

1.1.1. Objet de l'opération

Centre Hospitalier DURECU LAVOISIER

116, rue Louis Pasteur BP 18 - 76161 DARNETAL CEDEX

La présent PGC concerne la construction d'un bâtiment de Soins Médicalisés de Réadaptation (SMR) de 60 lits, d'un nouvel accueil de l'EHPAD et d'une extension de l'accueil de jour ainsi que tous les travaux en découlant à réaliser,

- Travaux de reconstruction du SMR (A ce stade prévue sur 16 mois)
- Travaux de déconstruction de la nouvelle entrée de l'EHPAD et de l'accueil de jour (S'étaleraient ensuite sur 8 à 9 mois)

+ Phase préalable de démolition (Sur 4 mois) Il s'agit d'un lot unique susceptible de faire appel à de la sous-traitance.

- BATIMENT ADMINISTRATIF A DEMOLIR (ETAPE 1)
- SALLE DE REEDUCATION A DEMOLIR (ETAPE 2)
- GARAGES A DEMOLIR (ETAPE 2)

Phase 01 – Travaux hors marché de travaux (sous maîtrise du CH DURECU-LAVOISIER)

- Travaux de désamiantage.
- Déconstruction complète du bâtiment administratif existant.

Ces travaux sont exécutés préalablement au démarrage du présent marché et conditionnent l'installation de chantier et le lancement de la phase suivante.

Phase 02 – Construction du bâtiment SMR

- Mise en place de l'installation de chantier :
 - o Clôtures de sécurité périphériques.
 - o Base-vie, raccordements provisoires, accès logistique.
- Réalisation du bâtiment principal neuf (bâtiment SMR).
- Réalisation des constructions annexes (auvents, locaux techniques, etc.).
- Aménagement des voiries et des accès connexes à cette phase.

Les accès à maintenir, les flux internes du site et la coactivité devront être maîtrisés par l'Entreprise avec un soin particulier. Les travaux devront permettre une livraison autonome et exploitable du bâtiment SMR avant lancement de la phase suivante.

Phase 03 – Travaux de VRD et construction des bâtiments complémentaires

Démolitions :

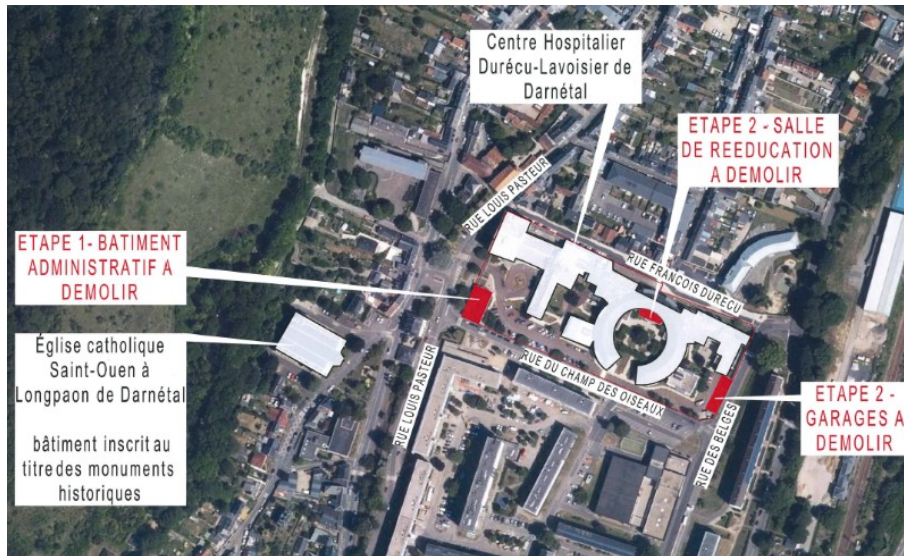
- Déconstruction ciblée sur deux zones spécifiques :
 - o Futur emplacement du bâtiment AGORA.
 - o Futur emplacement du bâtiment Accueil de jour.

Zone AGORA :

- Construction de la nouvelle entrée principale de l'EHPAD (bâtiment AGORA).
- Travaux ponctuels sur l'existant pour création de liaisons fonctionnelles.
- Travaux de finition extérieure et aménagements paysagers.

Zone Accueil de jour :

- Construction du bâtiment dédié à l'accueil de jour.
- Travaux de raccordement avec le bâti existant (ouvertures, circulations).
- Aménagements paysagers de la zone.



1.1.2. Mode de consultation des entreprises

Mode de consultation des entreprises (Ensemble du projet) : Lots séparés

Phase préalable de démolition : Il s'agit d'un lot unique susceptible de faire appel à de la sous-traitance.

1.1.3. Délai prévisionnel de chantier

Date prévisionnelle de début des travaux : 16 juin 2025

Durée prévisionnelle de réalisation (mois) : 24

Phasage des travaux:

L'opération comporte une phase de "démolition/désamiantage" et 2 phases de "Reconstruction / Construction"- Phase préalable de démolition. (Prévue sur 4 mois)- Travaux de reconstruction du SMR (Prévue sur 16 mois)- Travaux de construction de la nouvelle entrée de l'EHPAD et de l'accueil de jour (S'étaleraient ensuite sur 8 à 9 mois) Les travaux du présent marché seront exécutés selon un phasage imposé, en cohérence avec les contraintes d'exploitation du site, les interventions sous maîtrise d'ouvrage directe du Centre Hospitalier DURECU-LAVOISIER et la coordination générale de l'opération.

1.1.4. Démarche environnementale

Valorisation des déchets :

Dans un document soumis au visa du maître d'œuvre pendant la période de préparation, l'entrepreneur expose et s'engage sur :

- Le tri sur site des différents déchets de chantier et les méthodes qui sont employées pour ne pas mélanger les différents déchets,
- En cas de plate-forme de tri nécessitant un premier transport depuis le chantier, l'entrepreneur précise les méthodes et moyens employés ainsi que la localisation de l'installation,
- Les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels sont acheminés les différents déchets à évacuer, en fonction de leur typologie et en accord avec le centre de stockage ou de regroupement,
- Les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui sont mis en œuvre pendant les travaux,
- L'information du maître d'œuvre en phase travaux quant à la nature des déchets et aux conditions de dépôt envisagées sur le chantier,
- Les moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer la gestion des déchets,
- La mise en zone de dépôt autorisée des déblais inertes en provenance du chantier et non réutilisables sur le

site.

1.1.5. Prévision du nombre de lots

Nombre de lots (estimation) : 16 LOTS pour l'ensemble du projet
+ Un lot 00 (Unique) pour la phase préalable de démolition, désamiantage

00 - DESAMIANPAGE - RETRAIT PLOMB - CURAGE -
DECONSTRUCTION

01 - TERRASSEMENT - FONDATIONS - GROS OEUVRE
02 - CHARPENTE ET OSSATURE BOIS
03 - COUVERTURE / ETANCHEITE
04 - TRAITEMENT DES FACADES ET PROTECTIONS SOLAIRES
05 - MENUISERIES EXTERIEURES
06 - METALLERIE - SERRURERIE
07 - MENUISERIES INTERIEURES / MOBILIERS / SIGNALÉTIQUE
INTERIEURE
08 - CLOISONS/DOUBLAGES/PLAFONDS SUSPENDUS
09 - REVETEMENTS DE SOLS SOUPLES
10 - PEINTURE
11 - GENIE CLIMATIQUE - DESENFUMAGE / PLOMBERIE
12 - FLUIDES MEDICAUX
13 - ELECTRICITE CFO - CFA
14 - APPAREILS ELEVATEURS
15 - VRD
16 - AMENAGEMENT EXTERIEURS -ESPACES VERTS - MOBILIER ET
CLOTURES

1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier

Effectif prévisible du personnel de chantier (estimation) : 5 à 12 salariés max jours

1.2. Présentation des intervenants

Activité	Entreprise	Adresse	Média diffusion	Interlocuteur
Maîtrise d'ouvrage	CENTRE HOSPITALIER DURECU	116 RUE LOUIS PASTEUR 76116 DARNETAL	denis.renaud@chdl-darnetal.fr	Denis Renaud
Assistant Maîtrise d'ouvrage	A2MO		06 46 90 16 79 c.deleuze@a2mo.fr	Christophe DELEUZE
Coordonnateur SPS	BUREAU VERITAS CONSTRUCTION	190 Rue François Jacob 76230 ISNEAUVILLE	yohann.martin@bureauveritas.com	Yohann MARTIN
CARSAT	CARSAT	5 Av. du Grand Cours CS 36028 76000 ROUEN	prevention.rouen@carsatnormandie.fr	CONTACT
Architecte	CBA ARCHITECTES	9, rue Le Nostre - CS 70502 76005 ROUEN	julien.merceron@cbarchitectes.fr	Julien MERCERON
DREETS	DDETS76 ROUEN	Unité Territoriale de SEINE MARITIME Cité Administrative - 2 Rue ST SEVER 76032 ROUEN	ddets-inspection1@seine-maritime.gouv.fr	MME.M L'inspectrice(eur)
OPPBTP	OPPBTP	28 rue Martin Luther King Immeuble La Marseillaise 14280 Saint Contest	caen@oppbtp.fr	CONTACT

Activité	Entreprise	Adresse	Média diffusion	Interlocuteur
Maîtrise d'œuvre	SOGETI INGENIERIE BATIMENT	387 Rue des Champs - BP 509 76235 BOIS GUILLAUME	06 61 81 82 38 gael.acher@sogeti- ingenierie.fr	Gael ACHER

Liste complète des entreprises en pièce jointe

2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS

Ce paragraphe ne se substitue pas aux modalités pratiques de coopération qui sont jointes par le MO aux contrats de tous les intervenants.

2.1. Principe des séquences d'interventions

Les séquences permettent d'identifier les principaux risques ayant une influence sur le calendrier détaillé des travaux et l'organisation du travail des entreprises concernées pour définir les mesures de prévention à mettre en œuvre et de préparer les Inspections Communes.

Le chantier se décompose en séquences successives.

2.3. Inspections Communes

L'**Inspection Commune de la séquence** est réalisée au cours de cette réunion, avec l'analyse de la coactivité.

A cette réunion, les entreprises et leurs sous-traitants devant intervenir dans la séquence doivent **OBLIGATOIREMENT** être présents afin de réaliser leur Inspection Commune.

Les Inspections Communes ne seront réalisées que lors de ces réunions.

Il est rappelé aux entreprises, qu'en cas de non réalisation de l'Inspection Commune, il leur est formellement interdit d'intervenir sur le site.

Pour un sous-traitant qui ne serait pas encore désigné avant cette réunion :

- **L'inspection Commune devra être programmée avec le CSPS en respectant un délai de prévenance incompressible de 8 jours ouvrés (art R.4532-62 du Code du Travail).**
- **L'inspection Commune sera faite en présence du titulaire du lot.**

L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie en rien la responsabilité des entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé vis-à-vis des tiers et de leur personnel.

Avant le début de son intervention sur le chantier, chaque entreprise titulaire, chaque entreprise sous-traitante ou chaque travailleur indépendant respecte les dispositions suivantes :

- OBLIGATION de participer à la visite d'INSPECTION COMMUNE conduite par le coordonnateur SPS,
- REMISE au coordonnateur SPS de son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la santé (PPSPS), approprié et conforme au présent PGC SPS à l'issue de la VIC.

Les dates d'intervention des entreprises titulaires de lots sont communiquées au coordonnateur SPS par le maître d'œuvre dans un délai compatible avec l'organisation des visites précitées.

Pour les entreprises titulaires de lots faisant appel à un ou plusieurs sous-traitants ou travailleur indépendant, les dates d'intervention de ceux-ci sont communiquées au coordonnateur SPS par l'entreprise titulaire.

2.4. PPSPS

Conformément aux obligations de la loi du 31 décembre 1993 et de son décret du 26 décembre 1994, chaque entreprise intervenant sur le chantier est tenue d'établir un PPSPS. **Conformément à l'article L 4532-9, sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous-traitantes, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est communiqué au coordonnateur.**

Le Maître d'Ouvrage transmet le PGC à l'entrepreneur dans le cadre du dossier du marché de consultation, le PGC sert de base à l'établissement du PPSPS.

La mise à jour du PPSPS avant d'engager les travaux, doit tenir compte des observations résultantes de la visite d'inspection commune avec le Coordonnateur SPS.

L'entreprise chargée du gros œuvre ou le lot principal et ceux ayant à exécuter des travaux à risques particuliers mettent à disposition leurs PPSPS aux autres entreprises sur le chantier.

2.4.1. Pénalités

Le Coordonnateur SPS informe l'ensemble des entreprises que les PPSPS devront être transmis uniquement par mail aucun PPSPS reçu par courrier ne sera traité

L'intervention sur le chantier sans diffusion du P.P.S.P.S au Coordonnateur SPS entraînera l'application des pénalités prévues par le Maître d'Œuvre pour non remise de document. L'expulsion immédiate de l'entreprise concernée pourra être demandée, si cette dernière ne respecte pas les règles élémentaires pour assurer la sécurité de son personnel, ne respecte pas les installations communes et le travail des autres entreprises.

S'il s'agit d'un sous-traitant, la pénalité sera appliquée à l'Entreprise ayant sous-traité ses travaux et le sous-traitant sera expulsé.

Art. L. 4722-6 : Sont punis d'une amende de 4500 € les travailleurs indépendants, ainsi que les employeurs lorsqu'ils exercent eux-mêmes, une activité sur un chantier de bâtiment ou de génie civil, qui n'ont pas mis en œuvre les obligations qui leur incombent en application des articles L. 4111-6, L.4411-1, L. 4532-5, L.4532-6 et L. 4532-18 du code du travail.

Le plan de retrait amiante sera transmis aux organismes de prévention

Le plan de retrait amiante est soumis à la validation de l'inspection du travail (Délai de validation par l'inspection du travail : 1 mois)

Se conformer aux pièces écrites du marché.

2.5. Sous-traitance

Les entreprises titulaires de lots qui envisagent de faire intervenir un ou plusieurs sous-traitants ou travailleurs indépendants respectent la règle suivante :

- L'entreprise concernée adresse quatre semaines au préalable sa demande au maître d'œuvre qui la transmet au maître d'ouvrage.
- L'agrément est confirmé à l'entreprise par le maître d'ouvrage qui informe en copie le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS qui conduit la visite d'inspection commune.

Toute entreprise ou travailleur indépendant qui ne respecte pas ces dispositions se voit interdire l'accès au chantier par le maître d'œuvre.

2.5.1. Déclaration des sous-traitants

L'entreprise a l'obligation de déclarer au maître d'ouvrage tout sous-traitant qu'elle prendrait pour réaliser une partie des travaux. Cette déclaration indique la nature précise des prestations sous-traitées.

Les coordonnées des sous traitants doivent être adressées par le maître d'ouvrage au CSPS pour l'organisation de l'inspection commune.

Les entreprises qui ont l'intention de sous-traiter doivent s'assurer que les prestations de service ne sont en aucune façon des prêts de main-d'œuvre qui pourraient constituer un délit de marchandage (art. L.8231-1 du Code du Travail).

2.5.2. Transmission du PGC

L'entrepreneur qui fait exécuter, tout ou partie, du contrat conclu avec le Maître d'Ouvrage par un ou plusieurs sous-traitants, doit remettre à ceux-ci un exemplaire du PGC au dernier indice et le cas échéant, un document précisant les mesures d'organisations générales qu'il a retenues pour la sécurité et qui sont de

nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé des travailleurs.

2.5.3. Obligation du sous-traitant

Le sous-traitant est soumis aux mêmes obligations que l'entreprise titulaire quant au respect des dispositions communes de sécurité et de protection de la santé. Il est soumis à toutes les obligations des entreprises.

Le PPSPS du sous-traitant doit tenir compte des informations fournies par l'entreprise titulaire et notamment celles contenues dans son PPSPS et celles contenues dans le PGC ainsi que les dispositions arrêtées en inspection commune.

2.6. Intérimaires

Les entreprises utilisant du personnel intérimaire doivent s'assurer :

- que le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné,
- que le certificat d'aptitude médical pour la profession concernée a bien été délivré,
- que les salariés intérimaires soient intégrés au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne l'accueil renforcé, la formation à la sécurité, la fourniture des équipements de protection individuelle et l'utilisation des installations vestiaires, réfectoires et sanitaires.

2.7. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »

Les entreprises faisant appel à de la location avec chauffeur, doivent le signaler dans leur PPSPS.

Les chauffeurs sont accueillis par l'entreprise qui leur explique les règles de sécurité les concernant.

2.8. Travailleurs indépendants

Les travailleurs indépendants ou les employeurs exerçant eux-mêmes une activité sur le chantier, sont assujettis aux mêmes obligations réglementaires que toute autre société, y compris :

- l'obligation de remettre au Coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité

2.9. Protections individuelles

Toute personne entrant sur le chantier doit être équipée des protections individuelles adaptées.

2.10. Modalité d'accueil des salariés et salariés étrangers

Tous les salariés présents sur le site portent de façon visible le sigle de leur entreprise sur leur vêtement de travail ou leur casque et doivent pouvoir être nominativement identifiés.

Les personnels des entreprises, doivent recevoir, le jour de leur arrivée sur le chantier, une formation pratique et appropriée en sécurité.

Cette formation qui est assurée par les chefs de chantier et les chefs d'équipe des entreprises porte sur :

- les conditions de circulation des personnes sur le chantier,
- la sécurité pendant l'exécution du travail
- les dispositions à prendre en cas d'incident, d'accident et d'incendie.
- la situation et le contenu de la boîte de premier secours.

Salariés étrangers :

Chaque entreprise doit pouvoir répondre aux règles suivantes, à savoir :

- Etre en possession de l'ensemble des pièces écrites et graphiques propres au chantier,
- Le référent chantier doit maîtriser la langue française pour mettre en application les consignes de sécurité du chantier,
- Le référent chantier ou le chef d'établissement doit pouvoir participer aux réunions de chantier,

Chaque entreprise tient à jour à disposition des organismes officiels de préventions et des autorités compétentes un classeur qui comporte :

- Une liste nominative de ses personnels sur site y compris les personnes intérimaires.

Pour chaque salarié :

D.U.E. (Déclaration unique d'embauche) avec récépissé de l'URSSAF ou extrait du registre du personnel,

Contrat d'intérim si pas de DUE,

Déclaration de détachement pour le personnel de sociétés étrangères en provenance de la CE.

Pour les ressortissants hors CE :

Photocopie de leur carte de séjour et de leur permis de travail.

2.11. Modalités de visite du chantier par des tiers

Des visites peuvent être organisées par le Maître d'Ouvrage qui définit les mesures de protection et de sécurité.

L'organisateur de la visite est responsable de la fourniture des équipements adaptés à cette visite. Le maître d'ouvrage informe le maître d'œuvre et le coordonnateur.

3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE

du chantier arrêtées par le Maître d'œuvre en concertation avec le Coordonnateur SPS

Contraintes d'environnement de site

Présence d'amiante dans les existants

Voir détail dans l'annexe "Présence d'amiante"

Prendre connaissance des rapports amiante avant travaux

Présence de plomb dans les existants

Voir détail dans l'annexe "Présence de plomb"

Prendre connaissance des rapports plomb avant travaux

Présence de silice dans les existants

Voir détail dans l'annexe "Présence de silice"

3.1. Accès au site et réseaux provisoires

ALIMENTATION ET DISTRIBUTION DES FLUIDES

Eau et électricité sur réseaux existants du site.

Electricité

L'entrepreneur désigné par la MO/MOE aura à sa charge l'alimentation électrique du chantier, y compris demandes nécessaires, établissement du branchement général et raccordement des installations de la base vie. Vérification de l'ensemble des installations électriques par un organisme extérieur agréé.

L'entrepreneur désigné aura à sa charge

- Armoires divisionnaires
- Blocs prises permettant l'utilisation de 25m de rallonge maximum
- Compteur décomptant si nécessaire
- Fourreaux de protections

Eau

L'entrepreneur désigné par la MO/MOE aura à sa charge le branchement de chantier DN40 mini, avec robinet de barrage et de puisage, robinet de puisage lave-botte, alimentation des sanitaires. Compteur décomptant si nécessaire.

L'alimentation devra être protégée par tous moyens appropriés aux risques de gel et de chocs.

Accès au chantier - / Délimitation de chantier :

Accès existant propre au chantier, sera indépendant et sans risque d'interaction avec le public extérieur, ou les occupants / Le chantier devra rester clos et indépendant durant toute la durée du chantier (Clôture) avec affichages de chantier (Travaux en cours, Interdit au public, port obligatoire des EPI, ...)

Les délimitations de chantier et accès seront indiquées sur le PIC du lot GROS OEUVRE

COUPURES DES BRANCHEMENTS / CONSIGNATION :

Il appartiendra à l'entrepreneur concerné de prendre contact en temps voulu avec les services techniques concernés pour s'assurer que toutes les dispositions ont été prises en ce qui concerne les démontages ou coupures des branchements eau, électricité et éventuellement gaz, téléphone ou autres avant le démarrage des travaux.

Additif au PGC fait le 04 Avril 2025 (Suite précisions reçus de SOGETI INGENIERIE le 03 Avril 2025) :

Les consignations des branchements eau, électricité, réseaux chauffage et téléphonies/informatiques seront réalisés par l'entreprise DALKIA qui exploite les

énergies du CHLD.

Une attestation de consignation sera établie par DALKIA.

3.2. Emprise de chantier

3.2.1. Clôture et portail

CLOTURE DE CHANTIER (A la charge du lot GROS OEUVRE)

Le chantier sera indépendant et sans risque d'interaction avec le public extérieur et les occupants / Le chantier devra rester clos et indépendant durant toute la durée du chantier (Clôture) avec affichages de chantier (Travaux en cours, Interdit au public, port obligatoire des EPI, ...)

Les délimitations de chantier et accès seront indiquées sur le PIC du lot GROS OEUVRE

Des panneaux seront mis en place, sur l'ensemble de la clôture :

- « CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC », "TRAVAUX DE DESAMIANTEMENT ET DE DEMOLITION"
- « PORT DU CASQUE OBLIGATOIRE ».

Sur voirie extérieure et sortie de chantier :

- Un panneau « SORTIE D'ENGINS » sera mis en amont et aval des accès au chantier,
- Un panneau « STOP » sera mis en place en sortie de chantier

LOT DESAMIANTEMENT - RETRAIT PLOMB - CURAGE - DECONSTRUCTION : Idem prescriptions ci-dessus (Propre à ce lot unique)

Suivant CCTP du lot 16 :

- Clôtures et bardages propres à ce lot : L'ensemble de ces installations seront clôturées avec de la barrière HERAS, Il procédera aussi souvent que nécessaire à leurs modifications et maintenance sans supplément de prix. En fin de chantier, il procédera à leur dépose et à leur évacuation.

Mise à jour au PGC faite le 23 Juin 2025 (Suite à la réception du Compte-rendu de la réunion PRO du 19/06/2025 (Analyse du dossier PRO) : A supprimer, l'installation de chantier est à la charge du lot principal : lot GO

Additif au PGC fait le 04 Avril 2025 (Suite précisions reçus de SOGETI INGENIERIE le 03 Avril 2025) :

Les clôtures de chantier de la phase démolition seront conservés après les travaux de démolition. La Clôture sera en bardage et palissade occultante. Les Clôtures grillagé ne sont pas souhaitées. Cette clôture sera déposée par l'entreprise du lot GO lors de leur intervention.

3.2.2. Accès

Accès existant propre au chantier, sera indépendant et sans risque d'interaction avec le public extérieur et occupants / Le chantier devra rester clos et indépendant durant toute la durée du chantier (Clôture existant) avec affichages de chantier (Travaux en cours, Interdit au public, port obligatoire des EPI, ...)

Les délimitations de chantier et accès seront indiquées sur le PIC du lot GROS OEUVRE

L'accès du chantier doit s'effectuer conformément au PIC (Plan d'Installation de Chantier) pouvant évoluer au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

Dispositions pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier est réservé aux entreprises agréées par le Maître d'ouvrage et aux personnes habilitées au sens de la législation du travail.

Il est nécessaire de se conformer aux préconisations et consignes du Maître d'Ouvrage pour que seules les personnes travaillant pour les entrepreneurs titulaires d'un marché, les sous-traitants et les travailleurs indépendants nommément déclarés auprès du maître d'ouvrage, soient autorisées à accéder au chantier.

Les personnes n'intervenant pas directement sur le chantier (Prestataires, fournisseurs, locataires, agents commerciaux, concessionnaires, contrôleurs techniques,...) devront être accompagnées par l'entreprise concernée par leur intervention.

La liste nominative du personnel participant au chantier est établie et tenue à jour, sur le chantier, par chaque

entreprise y compris les entreprises sous-traitantes.
Les accès devront restés dégagés de tous encombrement en permanence.

LOT DESAMIANTEMENT - RETRAIT PLOMB - CURAGE - DECONSTRUCTION : Idem prescriptions ci-dessus (Propre à ce lot unique)

3.2.3. Circulations

Les circulations intérieures et extérieures sont impérativement maintenues propres et dégagées.
Les règles de circulation sur site, de vigilance, de vitesse réduite, de respect du sens de circulation, de stationnement devront impérativement être respectées par tous.

(Les cheminements et circulations devront être indiqués sur le PIC)

3.2.4. Signalisation

L'entreprise du lot Gros Oeuvre devra la mise en place et l'entretien de la signalisation réglementaire pendant toute la durée des travaux, et autant que nécessaire.

Mise en place d'indications de manière visible des panneaux réglementaires :

- « CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC », "TRAVAUX DE DESAMIANTEMENT ET DE DEMOLITION"
- « PORT DU CASQUE OBLIGATOIRE ».

Sur voirie extérieure et sortie de chantier :

- Un panneau « SORTIE D'ENGINS » sera mis en amont et aval des accès au chantier,
- Un panneau « STOP » sera mis en place en sortie de chantier

LOT DESAMIANTEMENT - RETRAIT PLOMB - CURAGE - DECONSTRUCTION : Idem prescriptions ci-dessus (Propre à ce lot unique)

Suivant CCTP du lot 15 : SIGNALISATIONS DE CHANTIER PROPRE A L'ENTREPRISE

L'entrepreneur devra assurer la signalisation de son chantier, établir les barrages nécessaires aux interdictions ou modifications de circulation tant intérieures qu'extérieures au chantier en accord avec les maîtres d'ouvrage, maître d'oeuvre et sur le domaine public avec les services techniques de la ville et de ses représentants.

Les travaux seront menés suivant les prescriptions émises dans le présent document.

L'entrepreneur devra inclure dans son offre le nettoyage et la mise en place de la signalisation nécessaire à la protection et à la sécurité des riverains et employés des autres lots. Ces dispositions comprendront :

- *Le nettoyage périodique des voies avoisinantes, lors des travaux de terrassements et de réseaux. La fourniture et mise en place des panneaux de signalisation*
- *Tous autres dispositifs ou protection nécessaires à la réalisation des travaux du présent lot.*

Additif au PGC fait le 04 Avril 2025 (Suite précisions reçus de SOGETI INGENIERIE le 03 Avril 2025) :

Les clôtures de chantier de la phase démolition seront conservés après les travaux de démolition.

La Clôture sera en bardage et palissade occultante. Les Clôtures grillagée ne sont pas souhaitées.

Cette clôture sera déposée par l'entreprise du lot GO lors de leur intervention.

3.2.5. Stationnements

Le stationnement des véhicules privés du personnel des entreprises ne pourra se faire à l'intérieur du chantier, il y a aux abords du chantier des places de stationnement à disposition (Parking existant) - A confirmer ou préciser avec la MO/MOE

Les règles de stationnement devront impérativement être respectées par tous

Il est rappelé que le code de la route est applicable dans son intégralité sur toutes les voies de circulation du site, y compris les interdictions de stationner sur l'accès réservé aux services de secours.

3.2.6. Stockage

Les zones et moyens de stockages ainsi que les aires de livraisons, dépôt, etc., seront obligatoirement réalisés suivant le PIC et après accord de la maîtrise d'oeuvre en concertation avec le CSPS
Les matériels et matériaux déchargés devront être immédiatement acheminés à l'intérieur des zones de chantier.

L'entreprise précise dans son PPSPS les zones de stockage

Le plan de retrait du lot Désamiantage devra répondre à l'ensemble des normes en vigueur, y compris la réglementation relative au Désamiantage et la gestion du stockage des déchets amiantés

3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)

ALIMENTATION ET DISTRIBUTION DES FLUIDES

Eau et électricité sur réseaux existants du site.

Electricité

L'entrepreneur désigné par la MO/MOE aura à sa charge l'alimentation électrique du chantier, y compris demandes nécessaires, établissement du branchement général et raccordement des installations de la base vie. Vérification de l'ensemble des installations électriques par un organisme extérieur agréé.

L'entrepreneur désigné aura à sa charge

- Armoires divisionnaires
- Blocs prises permettant l'utilisation de 25m de rallonge maximum
- Compteur décomptant si nécessaire
- Fourreaux de protections

Eau

L'entrepreneur désigné par la MO/MOE aura à sa charge le branchement de chantier DN40 mini, avec robinet de barrage et de puisage, robinet de puisage lave-botte, alimentation des sanitaires. Compteur décomptant si nécessaire.

L'alimentation devra être protégée par tous moyens appropriés aux risques de gel et de chocs.

3.2.8. Cantonnements et entretien

LOT DESAMANTAGE - RETRAIT PLOMB - CURAGE - DECONSTRUCTION

Installation de chantier spécifique à ce lot unique et au désamiantage :

Installation comprenant :

- Les installations communes de sécurité et d'hygiène comprenant un bungalow ou roulotte spécifique au désamiantage avec compartiments adéquats, douches et équipements suivant réglementation,
- L'exécution des branchements provisoires d'eau et d'électricité,
- L'établissement des clôtures de chantier afin de sécuriser la zone de désamiantage compris plate-forme de stockage,
- Les réseaux provisoires intérieurs compris raccords et pose de compteur décomptant,
- La fourniture et maintenance des installations collectives,
- Les frais de maintenance et de fonctionnement pendant toute la durée du chantier,
- Le nettoyage des accès et des abords,
- Aménagement de la plate-forme pour stockage de matériaux y compris toutes protections et clôtures périphériques (type HERAS de 2.00 m de hauteur),
- Les frais de remise en état en fin de chantier.

L'implantation de l'installation sera à soumettre au maître d'ouvrage et au MOE pour avis avant réalisation.

Toutes les détériorations dues à l'approvisionnement ou à l'évacuation des installations seront reprises par l'entrepreneur à ses frais.

Mise en place des aménagements et protection du chantier avec balisage permanent pour toute la durée du chantier visant à informer sur la nature des travaux et sur la présence d'amiante avec l'interdiction de toutes personnes non autorisées.

Mise en place de sas de décontamination, de bungalows pour conservation du matériel et de tous les appareils de mesure compris analyses.

Dépose des ouvrages contenant de l'amiante avec soin suivant prescription des textes, toutes les analyses suivant méthodologie et demandes nécessaires, conditionnement, transport et mise en stockage sur palettisation, ensachage et étiquetage réglementaire.

*L'évacuation des matériaux contenant de l'amiante, compris transport sera conforme à la législation en vigueur compris tous frais de décharge et fourniture du bordereau de suivi de déchets aimantés
De plus l'entrepreneur devra établir un plan de retrait déposé aux organismes agréés indiquant :*

- *la nature et la durée probable des travaux,*
- *le lieu où les travaux sont effectués,*
- *les méthodes mises en oeuvre pour le retrait de l'amiante,*
- *les caractéristiques des équipements qui doivent être utilisés pour la protection et la décontamination des travailleurs, ainsi que celles des autres personnes,*
- *la fréquence et des modalités de contrôles effectués sur le chantier*

Suivant CCTP du lot 01 : INSTALLATION DE CHANTIER

L'entrepreneur du présent lot a, à sa charge, les installations de chantier et leur repliement, conformément aux dispositions des pièces administratives, CCAP, PGC, aux réglementations du Code du Travail et aux prescriptions communales.

Comprenant notamment :

Toutes les installations et gestion nécessaires au chantier.

Toutes les incidences, dépenses communes, frais divers (y compris études) et prescriptions complémentaires prévues aux CCTP

Clôtures, portails, portillons et revêtement d'accès de chantier : suivant le plan PIC, CCTP et PGC, et à soumettre préalablement au Maître d'OEuvre y compris entretien durant la totalité du chantier.

– Le décapage de la couche de roulement sur la zone d'emprise de la future construction est inclus dans le présent lot de Gros OEuvre.

L'installation de la base de vie :

– Son implantation se fait en accord avec le Maître d'OEuvre et le Coordonnateur SPS.

– Elle intègre toutes les installations telles que : bungalows de chantier (vestiaires, sanitaires, réfectoire, bureaux de chantier) entretenues quotidiennement, chauffées et équipées. Y compris (si nécessaire) fondations adéquates, calages et réglages, escaliers et rampes d'accès provisoires, etc. Selon le phasage des travaux, son évolution nécessaire selon le nombre de compagnons est à prévoir. Cette dernière sera disponible jusqu'à la fin du chantier.

– Matériel informatique (écran, caméra...) pour la réalisation des réunions de chantier (préparation, synthèse, visioconférence, suivi...) en salle de réunion principale.

Une armoire fermée à clé sera à prévoir dans la salle principale pour le stockage des échantillons pendant la durée totale du chantier.

– Toutes sujétions de raccordement des bungalows aux réseaux, branchements et alimentation (EDF, EU-EV, EP, AEP, France Télécom).

– Eclairage extérieur des installations de chantier.

L'alimentation électrique de chantier se fera depuis le transformateur situé à proximité.

– Alimentations provisoires avec tableau générale électricité et tableaux divisionnaires (coffrets chantier mobiles équipés de prise de courant, y compris raccordement).

– Gestion des déchets, y compris enlèvement régulier en décharges spécifiques.

– Balisage et protections nécessaires

– Nettoyage de chantier : conformément au CCTP, PGC et aux directives du moment décidées par le Maître d'OEuvre

La gestion des évacuations des eaux-pluviales du chantier et du bâtiment à construire, durant la période de chantier et jusqu'au raccordement définitif.

L'aménagement de toutes les plateformes nécessaires (d'accès et aires de stockage) (revêtement en grave-bitume et granulaire). L'entretien et la remise en état de ces aménagements sont à la charge du présent lot, en fonction du phasage des travaux.

Installations de chantier TCE (GROS OEUVRE) : Rappel au PGC et préconisations complémentaires du CSPS :

Mise en place des installations de chantier à la charge du lot GROS OEUVRE (L'emplacement sera indiqué sur le PIC)

Bennes prévues à la charge du lot Gros Oeuvre : Seront évacuées et vidées dès que nécessaire (L'emplacement des bennes sera indiqué sur le PIC)

Zone de stockage prévue dans emprise de chantier (Sera indiquée sur le PIC)

Eau et électricité sur réseaux existants du bâtiment

Les locaux nécessaires au chantier, (bureau de chantier, vestiaires, réfectoire, sanitaires, etc.), aux entreprises, seront situés dans l'enceinte du chantier.

Un plan de principe d'installation de chantier est joint au présent dossier à titre informel. Le plan d'installation définitif sera établi par l'entreprise du lot Gros Oeuvre qui se chargera de toutes les validations correspondantes par les différents intervenants, elle prendra en charge les modifications qui pourraient survenir tant en étude qu'en phase travaux selon les phases successives. Elle fera valider ce plan définitif par le Maître d'Ouvrage, Maître d'Oeuvre, Coordinateur sécurité, services de la ville, etc.....

Suivant dispositions du plan de principe , prescriptions communes, PGC :

- *Sanitaires et douches : En cas de présence de femmes dans les effectifs de chantier, il sera prévu une séparation hommes / femmes (conformément au code du travail)*
- *Les locaux seront chauffés, et équipés de l'eau froide et de l'eau chaude*
- *Installation électrique sur branchement de chantier*
- *Alimentation en eau sur branchement de chantier*
- *Aménagement d'une sortie "pieds propres" avec dégrillage et lave-bottes à partir des locaux de chantier.*
- *Mise à disposition de casques de chantier visiteurs dans le bureau de chantier.*
- *Le nettoyage de la base vie par une entreprise spécialisée , ainsi que les consommables, seront gérés par l'entreprise de G.O.*
- *Les consommables seront gérés par le lot Gros Oeuvre. Le poste comprend les supports pour distributeurs de savon (+ robinet d'eau)*
- *La zone déchargement et de bennes sera préalablement à son utilisation protégée par réalisation d'une plate-forme béton sur géotextile sur plate-forme, dépose et évacuation en fin de chantier*
- *Il doit être aménagé une plate-forme par le lot VRD pour la mise en oeuvre des installations de chantier, qui sera ensuite déposée et évacuée en fin de chantier toujours*
- *Entretien de la plate-forme réalisée, tout le long du chantier.*

Suivant CCTP du lot 15 : INSTALLATION ET SIGNALISATIONS DE CHANTIER PROPRE A L'ENTREPRISE

L'entrepreneur devra ses installations de chantier propre à son personnel et à ses travaux.

Le projet d'installations devra notamment préciser les dispositions envisagées pour l'implantation des magasins et aires de stockage, la circulation sur le chantier, les matériels et engins équipant le chantier, le personnel effectif à ce dernier, l'approvisionnement et la manutention des matériaux (ciments, granulats, etc.) l'implantation en matières consommables (eau, électricité ...), la signalisation de chantier et les mesures de sécurité.

Ce projet devra également préciser les équipements spécifiques (laboratoire de l'entrepreneur...), la mise en place du dispositif de nettoyage des véhicules et engins à la sortie du chantier sur les voies publiques et le nettoyage des chaussées dans les limites d'activités du chantier, la protection par barrières, garde-corps ou glissières des fouilles, des obstacles ou des voies d'accès dans l'emprise du chantier, l'aménagement des itinéraires piétons, des véhicules et des accès aux propriétés riveraines.

Ce projet sera soumis au maître d'oeuvre avant mise en place sur site.

L'entrepreneur devra également effectuer tous les déplacements nécessaires de ses installations en fonction du phasage des travaux ainsi que la remise en état des lieux lors du repli définitif.

Suivant CCTP du lot 16 : Installation de chantier

L'Entrepreneur devra la réalisation de ses travaux d'installation de chantier, comprenant notamment :

- *La réservation d'un terrain pour le stockage de ses matériaux hors emprise chantier*
- *La réalisation d'une jauge en sable*
- *Clôtures et bardages propres à ce lot : L'ensemble de ces installations seront clôturées avec de la barrière HERAS, Il procédera aussi souvent que nécessaire à leurs modifications et maintenance sans supplément de prix. En fin de chantier, il procédera à leur dépose et à leur évacuation.*
- *L'enlèvement et le repliement de son installation de chantier, y compris enlèvement de tous les massifs apparents et enterrés, déchets de béton divers, gravois, etc.*

Les installations de chantier communes seront réalisées conformément aux exigences du Code du travail et du guide OPPBTP

Les locaux comprennent des vestiaires, des douches, des sanitaires, des lieux de restauration ainsi qu'une salle de réunions de chantier. Leurs normes sont au moins égales en nombre et en qualité à celles des règlements et conventions collectives en vigueur.

Les locaux seront alimentés en eau et en électricité. Les différents branchements provisoires, nécessaires aux installations de chantier et à l'exécution des travaux seront à la charge de l'entreprise réalisant les installations de chantier principal.

Mise à jour au PGC faite le 23 Juin 2025 (Suite à la réception du Compte-rendu de la réunion PRO du 19/06/2025 (Analyse du dossier PRO) : A supprimer, l'installation de chantier est à la charge du lot principal : lot GO

Additif au PGC fait le 04 Avril 2025 (Suite précisions reçus de SOGETI INGENIERIE le

03 Avril 2025) :

Dans la phase APD, la MO/AMO/MOE avaient prévus la mise en œuvre de 4 installations de chantier. La MO et AMO estiment qu'il ne soit pas judicieux et trop compliqué d'avoir ces 4 installations.

Il a donc été convenu d'avoir :

- 1 installation de chantier pour la phase démolition (Lot démolition)
- 1 installation de chantier pour la phase travaux/reconstruction (Lot GO). Les lots VRD et paysages utiliseront ces installations.

Les clôtures de chantier de la phase démolition seront conservés après les travaux de démolition.

La Clôture sera en bardage et palissade occultante. Les Clôtures grillagé ne sont pas souhaitées.

Cette clôture sera déposée par l'entreprise du lot GO lors de leur intervention.

3.3. Nettoyages (hors cantonnement)

Chaque entreprise est chargée d'assurer quotidiennement le nettoyage de ses zones de travail et l'évacuation de ses déchets et gravats de chantier.

Le chantier est maintenu en constant état de propreté

Tous les matériaux abandonnés par les entrepreneurs sur le chantier en dehors des périodes d'utilisation sont considérés comme des gravois.

Le Maître d'Oeuvre pourra, s'il le juge nécessaire, faire intervenir sur le chantier, une entreprise de nettoyage à la charge des entreprises défaillantes.

L'évacuation de l'ensemble des déchets et gravois jusqu'à un site adapté est à la charge de chaque entreprise

Bennes prévues à la charge du lot Gros Oeuvre : Seront évacuées et vidées dès que nécessaire (L'emplacement des bennes sera indiqué sur le PIC)

Le plan de retrait du lot Désamiantage devra répondre à l'ensemble des normes en vigueur, y compris la réglementation relative au Désamiantage et la gestion des déchets et du nettoyage.

3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier

Un plan de principe d'installation de chantier devra être joint au présent dossier à titre informel par le MOE. Le plan d'installation définitif sera établi par l'entreprise du lot Gros Oeuvre qui se chargera de toutes les validations correspondantes par les différents intervenants, elle prendra en charge les modifications qui pourraient survenir tant en étude qu'en phase travaux selon les phases successives. Elle fera valider ce plan définitif par le Maître d'Ouvrage, Maître d'Oeuvre, Coordonateur sécurité, services de la ville, etc.....

Le maître d'ouvrage s'assure auprès du maître d'œuvre que les contraintes et obligations découlant, pour les entreprises, des mesures de prévention et de coordination mentionnées à l'article R. 4532-44 sont transcrites dans les pièces constituant les dossiers de consultation des entreprises.

Il vérifie que le projet de plan d'installation de chantier est joint à ces mêmes dossiers.

Avant le début des travaux, l'Entreprise du lot Gros Oeuvre devra soumettre à l'approbation du Coordonateur Sécurité-Santé le plan d'organisation générale du chantier qui précisera notamment l'emplacement des diverses installations à établir.

L'Entrepreneur fera les démarches et autorisations nécessaires pour l'installation et l'emploi de ses engins.

3.3.2. Plan d'installation de chantier

Préalablement à l'exécution des travaux, l'entreprise **LOT 00 / LOT 01 (MOE)** soumet à l'accord du Maître d'Oeuvre et du Coordonateur SPS le plan de circulation et le plan des installations de chantier (plan porté au registre journal) qui doivent préciser la localisation :

- de l'emplacement de l'armoire générale électrique de chantier et des coffrets divisionnaires.
- des clôtures et protections temporaires,
- des installations destinées aux sanitaires, vestiaires et réfectoires,
- des installations de la salle de réunion et des différents bureaux,

- de l'emplacement des zones de stationnement, personnel et entreprises,
- de l'emplacement des moyens de secours et d'appel,
- du point de rassemblement en cas d'évacuation générale du chantier,
- du point de rencontre pour accueil des services de secours,
- des zones de stockage et de préparation,
- de l'emplacement des bennes à déchets,
- des accès provisoires au bâtiment,
- des zones de levage ou de grutage

La fourniture, l'installation et l'entretien des divers éléments nécessaires à ces différentes installations sont à la charge de l'entreprise du lot Gros Oeuvre, y compris le fléchage pour indiquer le chantier ainsi que la signalétique de sécurité.

La fourniture, l'installation et l'entretien des divers éléments nécessaires à ces différentes installations sont à la charge de l'entreprise **LOT 00 / LOT 01 (MOE)** y compris le fléchage pour indiquer le chantier ainsi que la signalétique de sécurité.

3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier

Poste	Réalisé par ?	Géré par ?	Echéance de fin
Clôture et portail	LOT 00 / LOT 01	LOT 00 / LOT 01	fin de chantier
Accès	LOT 00 / LOT 01	LOT 00 / LOT 01	fin de chantier
Circulations	LOT 00 / LOT 01	LOT 00 / LOT 01	fin de chantier
Signalisation	LOT 00 / LOT 01 (LOT 15 pour lui même)	LOT 00 / LOT 01 (LOT 15 pour lui même)	fin de chantier
Stationnement	TCE / MO/MOE	TCE / MO/MOE	fin de chantier
Stockage	LOT 00 / LOT 01 / TCE	LOT 00 / LOT 01 / TCE	fin de chantier
Réseaux provisoires de chantier	LOT 00 / LOT 01	LOT 00 / LOT 01	fin de chantier
Coffret électrique général	LOT 01	LOT 01	fin de chantier
Coffret divisionnaire et éclairage	LOT 01	LOT 01	fin de chantier
Cantonnement	LOT 00 / LOT 01 (LOT 15 pour lui même)	LOT 00 / LOT 01 (LOT 15 pour lui même)	fin de chantier
Infirmier de chantier	Sans objet		
Nettoyage hors cantonnement	TCE	TCE	fin de chantier
PIC	LOT 00 / LOT 01 (MOE)	LOT 00 / LOT 01 (MOE)	fin de chantier
Protections collectives	LOT 01 (TCE)	LOT 01 (TCE)	fin de chantier
Accès hauteur communs	LOT 01 (Si concerné)	LOT 01 (Si concerné)	fin de chantier
Déchets - Gravats	LOT 00 / TCE / (Bennes : LOT 01)	LOT 00 / TCE / (Bennes : LOT 01)	fin de chantier

4. MESURES DE COORDINATION SPS

4.1. Définition des risques particuliers

Décomposition des interventions et remarques en termes de coactivités en concertation avec le maître d'œuvre.

Séquence(s)	calendrier hypothèse	Tâche(s) / lot(s)	Danger(s)	Essentiel(s) de la séquence
1 TRAVAUX TCE	TCE	TCE	Travaux à point chaud Travail en hauteur Réseaux Multi danger Eclairage Déplacement de plain-pied Rupture, effondrement Voisinage Contact électrique direct ou indirect Engins et matériels Chute et heurt avec charge en mouvement Manutention manuelle Travail isolé Produit inflammable Engins et matériels Produits dangereux Inhalation poussières Amiante Plomb	<p>Les extincteurs appropriés aux risques seront à disposition près du poste de travail. Les zones de travaux seront isolées et interdites aux autres intervenants.</p> <p>Échafaudage : Matériel aux normes et vérifié. Personnel formé au montage, démontage et modifications.</p> <p>Nacelle : Conducteur en possession de l'autorisation de conduite et du permis, ainsi que du rapport de vérification de < de 6 mois. Vigie.</p> <p>Avant tout travaux une campagne de reconnaissant devra être effectuée par l'entreprise afin de définir la présence de réseaux (EU - EP, Eau, fourreaux et câbles électriques, galeries techniques, caniveaux, etc...) à proximité de leurs travaux. Ces reconnaissances devront être signalées à la maîtrise d'œuvre et des dispositions devront être mises en œuvre pour la sécurité de personnes et des biens (Consignation, protection mécanique...)</p> <p>.</p> <p>.</p> <p>Le personnel sera formé et habilité à réaliser ce type de travaux, et pourvu de tous les équipements de sécurité, et des matériels aux normes.</p> <p>Le mode opératoire des travaux, et les mesures à prendre consécutivement, devront avoir obtenus l'aval de la maîtrise d'œuvre. Toutes les zones d'intervention des</p>

				<p>entreprises seront balisées, voire clôturées afin qu'elles soient interdites au public et aux occupants</p> <p>Signalisation à prévoir en conséquence, panneaux chantier interdit au public...</p> <p>Dans le cas de travaux en zones communes, une réservation de surface devra être coordonnée par la Maîtrise d'œuvre.</p> <p>Intervention sur TGBT : Par du personnel en binôme, et habilité HT.</p> <p>Appareil de levage : Conducteur en possession de l'autorisation de conduite et d'une formation spécifique au type de grue.</p> <p>En cas de découverte fortuite de matériaux douteux, non signalés, susceptibles de contenir de l'AMIANTE : Cesser immédiatement le travail dans la zone, protéger, baliser, alerter le maître d'œuvre ainsi que le coordonnateur SPS.</p> <p>En cas de découverte fortuite de matériaux douteux, non signalés, susceptibles de contenir du PLOMB : Cesser immédiatement le travail dans la zone, protéger, baliser, alerter le maître d'œuvre ainsi que le coordonnateur SPS.</p>
--	--	--	--	--

4.2. Analyse de risques

Séquence : 1 - TRAVAUX TCE

TCE

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Travaux à point chaud	1/ Extincteur homologué et vérifié par poste de travail. 2/ Personne formée au maniement des extincteurs. 3/ S'assurer qu'aucun matériau combustible est situé sur la zone de travaux ou à proximité. 4/ Mise en place d'écrans de protection sur chaque aire de travail. 5/ Inspection des lieux après travaux.	Respect du balisage mis en œuvre. Déclarer l'emploi tout produit et procédé inflammable, afin d'assurer d'assurer la coordination et la compatibilité des tâches.
Travail en hauteur	Respect du décret du 01/09/2004 et de l'arrêté du 21/12/2004. Utilisation d'échafaudage, et nacelle. Identifier les points d'ancrage nécessaires pour des opérations ponctuelles. Respect des balisages et signalétiques mis en place. Port des EPI adaptés aux travaux. Neutralisation de la zone à l'aplomb de l'activité aérienne en cours. Les échafaudages doivent être montés ou démontés conformément à la notice du fabricant et prescriptions du décret du 8 Janvier 1965 modifié le 6 Mai 1995. L'usage des échelles n'est admis que comme matériel d'accès. L'utilisation des plates formes individuelles roulantes (P.I.R) ou d'échafaudage roulant devra être privilégiée. Éventuellement des escabeaux en bon état pourront être utilisés dans des locaux exigus pour des travaux ponctuels et non répétitifs.	Respect des balisages mis en œuvre.
Réseaux	Vérification des réseaux, neutralisation et consignation préalablement aux travaux. Obtenir les attestations de coupure. Consulter les plans de recollement des réseaux. Dans le cas de réseaux devant rester actifs, il est nécessaire de les identifier et d'informer l'ensemble des lots présents sur le chantier.	Respect des procédures de consignation / déconsignation. Respect de la signalétique.
Multi danger	Utilisation de produits chimiques: Fournir les fiches de données de sécurité au coordonnateur SPS et les respecter : - Ventilation des locaux	
Eclairage	S'assurer avant tout début des opérations de cloisonnement que l'éclairage suffisant soit en place sur le site	Lot en charge de l'éclairage de chantier : adapter l'éclairage des circulations à l'avancement du cloisonnement.
Déplacement de plain-pied	Maintenir les circulations propres et dégagées.	Respecter le cadencements des livraisons.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>Nettoyage des postes de travail à l'avancement.</p> <p>Cadencer les approvisionnements en matériaux et matériels, en respectant le planning , et afin d'éviter l'encombrement de la cellule.</p> <p>Préciser les zones de stockage sur plan et la durée d'immobilisation de ces zones.</p> <p>Transmettre vos besoins en stockage.</p>	Interdiction de prendre appui sur les stockages pour l'élévation des personnes.
Rupture, effondrement	<p>Démolition / Dépose :</p> <p>Travaux sans coactivité</p> <p>Travaux en dehors de la présence du public et du personnel et des entreprises.</p> <p>Installation de protections rigides toute hauteur par le lot concerné.</p> <p>Neutralisation totale de la zone de travaux</p> <p>Neutralisation et consignation, de tous les réseaux avant travaux.</p> <p>Mode opératoire à remettre avant intervention, avec validation de la maîtrise d'œuvre.</p> <p>Avant toute intervention sur l'existant, veillez à s'assurer de la stabilité de l'ouvrage existant et environnant : validation des travaux par la maîtrise d'œuvre.</p> <p>Étaisements à prévoir le cas échéant, et protections à mettre en place, validés par la maîtrise d'œuvre.</p>	Respect des balisages. Interdire toute superposition de tâches.
Voisinage	<p>Toutes les précautions seront prises lors des approvisionnements et des évacuations de déchets : guidage des manœuvres, agent de surveillance.</p> <p>Les zones d'intervention devront être protégées vis à vis du public et des occupants, par l'intermédiaire de délimitations, palissades, barrières...</p>	
Contact électrique direct ou indirect	<p>Intervention uniquement par du personnel habilité et formé à ce risque.</p> <p>Conformité de l'installation électrique avec différentiel 30mA.</p> <p>Respect de la procédure de consignation.</p> <p>Balisage des zones et affichage du risque..</p> <p>Veillez à la fermeture des armoires et coffrets électriques.</p> <p>Utilisation de rallonges H07RNF d'une longueur maximale de 25 mètres</p> <p>Travaux dans locaux confinés ou humides ou conducteurs: utiliser du matériel sur batterie ou alimenté en 24 V(TBTS).</p>	Respect des balisages. Interdire toute intervention d'une personne non habilitée.
Engins et matériels	<p>Levage : Si concerné</p> <p>Neutralisation de la zone à l'aplomb.</p> <p>Guidage des manœuvres.</p> <p>Engin de levage vérifié, homologué et adapté</p>	Pas de travail sous les zones de levages et de montage

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	à la charge. Réaliser une étude d'adéquation de la grue ou engin utilisé. Nommer les chef des manœuvres et le responsable élingueur. S'informer des conditions météorologiques.	
Chute et heurt avec charge en mouvement	En cas d'absence de protection intégrée à l'ouvrage, les entreprises réaliseront la mise en sécurité de la zone d'intervention.	
Manutention manuelle	Les manutentions de matériaux ne devront pas se faire aux dépens de la sécurité des personnes et des biens. Ils devront respecter les volumes et surcharges des moyens de manutention verticale mis en service pour les travaux. Favoriser la mécanisation des moyens de manutention afin de réduire la pénibilité au travail et de réduire le risque TMS, stockage et approvisionnement au plus près du poste de travail.	
Travail isolé	Aucun travailleur ne doit être affecté à un poste ou effectuer un travail s'il se trouve isolé et qu'il ne peut être secouru rapidement en cas d'accident ou d'incident, en particulier dans les cas de travaux en hauteur ou nécessitant l'usage d'un harnais de sécurité.	
Produit inflammable	Il est rappelé qu'aucun stockage de produits inflammables ou déflagrants ne doit avoir lieu à l'intérieur des bâtiments. Forcer la ventilation des locaux en cas d'emploi de produit à base de solvant . Afficher le risque à l'entrée des locaux et informer au préalable le maître d'œuvre et le CSPS pour prise en compte dans la planification des tâches.	Interdire tous travaux par point chaud, lors de l'utilisation de produits inflammable.
Engins et matériels	Tout le matériel "engins, outillage" mis en œuvre sur ce chantier doit être : -normalisé, -adapté aux travaux à réaliser, -de mise en œuvre aussi aisée que possible de manière à faciliter les conditions de travail, -à l'intérieur de la zone d'intervention : utilisation de matériel et engin à énergie électrique, proscrire l'emploi de machine à énergie thermique, Utilisé par du personnel qualifié ayant été formé et instruit des risques spécifiques liés à son utilisation.	
Produits dangereux	Poussières (Bois, ciment, silice, plâtre...) : Lors des opérations entraînant l'émission de poussières, il est nécessaire d'utiliser des machines disposant d'équipement aux normes en vigueur et de système de captation à la source.	
Inhalation poussières	Préconisation des mesures de protection	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>à convenir</p> <p><u>Risque ingestion et cutané :</u> Vis-à-vis de ces risques, nous préconisons des mesures prévention et de protection simples visant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour les risques cutanés : port de gants ; - le lavage systématique des mains (et des ongles) ainsi que des avant-bras avant la prise de repas et les pauses sanitaires ; - l'interdiction de prise de repas au droit du chantier. <p><u>Risque inhalation :</u> En vue d'une protection des voies respiratoires :</p> <ul style="list-style-type: none"> - par temps sec : arrosage périodique des zones d'investigation (mesure de protection collective) ; - lors des opérations courantes : port d'un masque de type P3 en continu sur le chantier (risque poussières). 	
Amiante	<p><i>Rapports de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux :</i> <i>CONCLUSION : Dans le cadre de la mission objet des rapports, il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante.</i> <i>Prendre connaissance des rapports amiante avant travaux + Annexe amiante du PGC</i></p>	
Plomb	<p>Les textes disent obligation pour bâtiment construit avant 1975.</p> <p><i>Rapports de repérage des matériaux et produits contenant du plomb avant réalisation de travaux :</i> <i>CONCLUSION : Dans le cadre de la mission objet des rapports, il a été repéré des matériaux et produits contenant du plomb.</i> <i>Prendre connaissance des rapports plomb avant travaux + Annexe plomb du PGC</i></p>	.

4.3. Co-activités et protections collectives

4.3.1. Organisation de la sécurité collective

Les grands principes qui régissent l'organisation de la sécurité sur le chantier sont :

- Chaque intervenant est responsable de la sécurité de ses salariés,
- La coordination indispensable des interventions des différentes entreprises, réclame que l'entreprise désignée par la MO/MOE soit chargée de la fourniture, de la mise en place des protections collectives. Jusqu'à l'achèvement des travaux, cette coordination doit également éviter qu'une autre entreprise enlève une protection qui gêne son travail.

- La maintenance des protections collectives est à réaliser par l'entreprise désignée par la MO/MOE
- Une protection suffisante et adaptée à leurs travaux doit donc être mise en place. L'entreprise doit définir dans son P.P.S.P.S, le type de protections qu'elle met en place.
- Si tel n'est pas le cas, cet entrepreneur a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux complémentaires pour assurer la protection collective.
- Les nouvelles protections sont maintenues et entretenues par l'entrepreneur les ayant modifiées, aussi longtemps que nécessaire.
- Le Coordonnateur SPS est informé des compléments ou modifications ainsi apportés avant toute intervention sur le site.
- Priorité est donnée aux installations de protection définitives par rapport aux installations provisoires,
- Tous les éléments en cours d'assemblage doivent être consolidés s'ils sont instables, scellés ou étayés même provisoirement selon les prescriptions des fabricants.
- Une délimitation des zones dangereuses ou interdites aux autres entreprises doit être effectuée. Une information doit être faite lors des réunions de chantier.

Le matériel des protections collectives est identifié et exclusivement réservé à cet usage. (couleur distincte)

Le P.P.S.P.S. de l'entreprise précise le type de matériel proposé.

Eventuellement, à la fin de ses travaux, sous réserve de l'accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS, elle doit passer les consignes à l'entreprise appelée à lui succéder.

Chaque entrepreneur ayant à intervenir sur un ouvrage considéré, et quel que soit le titre auquel il intervient, doit s'assurer que les protections mises en place sont suffisantes et adaptées à ses travaux. Si tel n'est pas le cas, il a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux et complémentaires pour assurer la protection collective de son personnel, ainsi que le maintien et l'entretien de ces nouvelles protections.

Les modifications sont soumises au Coordonnateur et font l'objet d'un additif au P.P.S.P.S.

Le Maître d'Œuvre se réserve le droit, en cas de défaillance d'une ou plusieurs entreprises, de faire appel à une entreprise extérieure pour remettre en état les protections collectives aux frais des entreprises défaillantes.

4.3.2. Déplacement de protection collective

Au cas où une tâche nécessite le déplacement ou l'enlèvement d'un dispositif de protection collective, l'entreprise (ou son sous-traitant) doit présenter la méthodologie qu'elle compte employer pour effectuer cette tâche, la nature des protections individuelles ou collectives qu'elle compte mettre en place, afin que ses ouvriers puissent travailler en sécurité pour effectuer la tâche en question et les mesures de protection qu'elle compte employer pour garantir la sécurité des autres intervenants du chantier.

Les dispositifs provisoires de protection collective doivent être conçus de manière à ne pas gêner la mise en place du dispositif définitif. Ainsi le dispositif provisoire ne sera retiré qu'une fois les protections définitives mises en place.

4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise

En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, l'entreprise est tenue de se substituer à celle-ci.

Si c'est l'entreprise qui est défaillante, le Coordonnateur SPS et le Maître d'Œuvre la mettront en demeure de pallier immédiatement à ce non-respect des règles de sécurité.

En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'Œuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée.

4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles

Les travaux doivent s'effectuer dans des locaux ventilés.

Pour les travaux dégageant de la poussière, une ventilation mécanique doit être mise en place.

Le choix des modes opératoires et des produits mis en oeuvre doit être tel qu'il n'entraîne pas de nuisances telles que : bruits, vibrations, poussières gazeuses toxiques, etc . . .

En cas d'impossibilité, il est nécessaire d'employer des matériels réduisant les nuisances à la source (insonorisés, anti-vibratiles . . .).

Ce paragraphe est complété dans le PPSPS de l'entreprise.

Pour un produit de même technicité existant dans le commerce, l'entreprise a pour obligation d'utiliser celui présentant le moindre risque pour la santé des travailleurs.

4.4. Equipement de levage

Mise en place de grues : voir détail dans l'annexe « Mise en place de grues »

4.4.1. Autorisation de survol

SI CONCERNE : L'entreprise a à sa charge l'obtention des autorisations auprès de la mairie et des éventuels riverains concernés.

En aucun cas, les charges transportées ne doivent survoler les zones occupées ni les constructions et lieux publics avoisinants.

Les zones énoncées ci-dessus ne doivent en aucun cas être survolées par une charge en cours de manutention. Des systèmes de limitation mécanique de zone sont mis en place sur les engins de levage, notamment pour les grues à tour si présentes sur le chantier. Un système d'interférence doit être mis en place pour les différentes grues du chantier. En cas de présence d'autres grues sur le site, le dernier arrivé (créant le risque de télescopage de grue) a à sa charge la mise en place d'un système d'interférence.

Le Plan d'Installation de Chantier matérialise les zones d'interdiction de survol des charges et l'implantation possible de la (les) grues avec les zones d'évolution de la (les) flèche(s) et de la (des) contre flèche.

L'entreprise doit mettre à disposition sur le chantier la documentation relative au type de dispositif mis en place, concernant la délimitation de rotation de la flèche, en fonction des différentes positions du chariot.

4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention

Les entreprises doivent prendre les mesures d'organisation appropriées ou utiliser les moyens adéquats, et notamment les équipements mécaniques, afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de charges par les travailleurs.

Les entreprises définissent, dans leur Plan Particulier de Sécurité, les moyens de manutention spécifiques prévus, leurs consignes d'utilisation ainsi que le poids des éléments à manutentionner (préciser le type, le nombre et l'implantation).

4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site

4.5.1. Approvisionnements et stockage

A partir du plan d'installation de chantier, les approvisionnements sont définis et organisés en accord avec la maîtrise d'œuvre et les entreprises.

L'ensemble est porté à la connaissance du coordonnateur SPS et évoqué lors des inspections communes.

4.5.2. Travaux superposés

Les travaux en superposition de postes de travail sont interdits. Toutes les mesures sont prises par la maîtrise d'œuvre dans sa planification des travaux pour éviter les risques de co-activité par superposition.

4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux

Le stockage des matières ou substances dangereuses sur le chantier doit être le plus limité possible. Les zones d'entreposage respectent les conditions de stockage prévues par le fabricant ou la réglementation. L'entrepreneur mentionne dans son PPSPS, la nature des produits dangereux qui sont utilisés et joint les fiches de données de sécurité des fabricants.

En cas de fractionnement, l'étiquetage est reproduit sur les nouveaux emballages.

La délimitation, l'aménagement et les dispositions particulières pour le stockage des matières dangereuses sont définies par l'entrepreneur après concertation avec "l'exploitant, le maître d'oeuvre et le coordonnateur SPS" ou sont imposées par ces derniers.

4.5.4. Protection contre le bruit

L'entrepreneur est tenu de réduire le bruit à la source et au niveau le plus bas raisonnablement possible, compte tenu de l'état des techniques.

Les entreprises doivent retenir les procédés limitant les bruits. En cas d'impossibilité, prévoir d'autres solutions d'insonorisation, notamment :

- encoffrement de la source,
- suspension anti-vibratile,
- éloignement des machines,
- protection individuelle.

4.5.5. Protection contre l'incendie

Tout feu est rigoureusement interdit sur le chantier.

Installation d'extincteurs adaptés aux postes de travail par point chaud.

Arrêt des travaux par point chaud deux heures avant de quitter le chantier.

Les entreprises utilisant des produits inflammables, doivent préalablement, en informer le maître d'oeuvre et le coordonnateur SPS.

Les salariés doivent connaître le maniement des extincteurs.

4.5.6. Travaux en hauteur

Quelle que soit la hauteur de travail, ces travaux sont effectués à l'aide, de plate-forme de travail, de plate-forme individuelle roulante, d'échafaudages roulants, de P.E.M.P. (nacelle élévatrice, plate-forme sur mâts...) ou d'échafaudage de pied. Ce matériel doit répondre à la réglementation en vigueur et normalisé.

En tout état de cause, ces matériels doivent être installés ou évoluer sur des surfaces stables.

Les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme poste de travail.

L'attention des entreprises est attirée sur le risque de travailler sur une plate-forme à partir d'un plancher ou d'un platelage à proximité d'une rive (vide de construction ou ouverture). L'intervention est obligatoirement réalisée à partir d'une plate-forme de travail stable et normalisée. Une surélévation de la protection peut être rendue nécessaire, afin de conserver la hauteur de protection.

Lorsque des dispositifs de protection collective ne peuvent être mis en œuvre, l'entreprise devra préalablement à toute intervention, justifier par écrit dans son mode opératoire (ou additif au PPSPS) de cette impossibilité de recourir aux Equipement de protections collectives.

4.5.7. Echafaudage, tour escalier

Les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs qui ont reçu une formation adéquate et spécifique aux opérations envisagées. Un PV de réception est laissé sur le site.

L'entreprise doit, quotidiennement, réaliser ou faire réaliser un examen de l'état de conservation en vue de s'assurer que l'échafaudage n'a pas subi de dégradation perceptible pouvant créer des dangers.

Lorsque des mesures s'imposent pour remédier à ces dégradations, elles sont consignées sur le registre prévu à cet effet.

L'entreprise doit faire un examen approfondi de l'état de conservation de son échafaudage tous les 3 mois au maximum.

Sur le chantier, la notice du fabricant doit être disponible dans le registre de sécurité.

L'entreprise qui installe un échafaudage, de pied et/ou roulant doit :

- Apposer sur l'équipement en cours de montage, de modification, de dépose un PANNEAU ROUGE << ACCES INTERDIT >>
- Apposer sur celui-ci un panneau VERT << ACCES AUTORISE >> après vérification de conformité par la personne compétente et habilitée,
- Apposer en permanence un PANNEAU indiquant : LE NOM DE L'ENTREPRISE UTILISATRICE et SON NUMERO DE TELEPHONE.

Nota : Ces panneaux doivent pouvoir résister aux intempéries et être solidement fixés et lisibles.

Il est précisé que l'entreprise du lot principal met à disposition ses échafaudages et moyens de levage pour le chantier (VOIR GRUE ET CHEMIN DE ROULEMENT), y compris grue + grutier.

CHARPENTIER : protection propre au lot CHARPENTE et moyen de levage complémentaire suivant besoin

HABILLAGE DE FACADE : échafaudage

En revanche, toutes autres installations de sécurité, spécifiques à chaque corps d'état, reste à la charge de chaque lot (notamment protections, échelles, etc. en toiture pour le lot ETANCHEITE...).

4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier.

4.6. Moyens communs

4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur

Mutualisation des équipements de travail et d'accès en hauteur (METAH) pour maîtriser les risques liés aux chutes de hauteur : voir détail dans l'annexe « METAH »

Il est précisé que l'entreprise du lot principal met à disposition ses échafaudages et moyens de levage pour le chantier (VOIR GRUE ET CHEMIN DE ROULEMENT), y compris grue + grutier.

CHARPENTIER : protection propre au lot CHARPENTE et moyen de levage complémentaire suivant besoin

HABILLAGE DE FACADE : échafaudage

En revanche, toutes autres installations de sécurité, spécifiques à chaque corps d'état, reste à la charge de chaque lot (notamment protections, échelles, etc. en toiture pour le lot ETANCHEITE...).

4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier

SI CONCERNE : Voir détail dans l'annexe « MESA »

4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels

Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre (SCALP) pour maîtriser les risques liés aux chutes de plain-pied et réduire les manutentions manuelles : voir détail dans l'annexe « SCALP »

4.6.4. Protection des accès – Auvents

SI CONCERNE :

Des auvents assurant une protection efficace (en fonction du poids des objets susceptibles de tomber) doivent être installés par l'entreprise à l'aplomb des accès du bâtiment.

L'entreprise désignée, en accord avec le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Œuvre, a à sa charge la fourniture, la mise en place et la maintenance de cette protection.

4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets

Chaque entreprise est chargée d'assurer quotidiennement le nettoyage de ses zones de travail et l'évacuation de ses déchets et gravats de chantier.

Le chantier est maintenu en constant état de propreté

Tous les matériaux abandonnés par les entrepreneurs sur le chantier en dehors des périodes d'utilisation sont considérés comme des gravois.

Le Maître d'Ouvrage pourra, s'il le juge nécessaire, faire intervenir sur le chantier, une entreprise de nettoyage à la charge des entreprises défaillantes.

Le chantier est soumis au tri sélectif, le stockage des matériaux et produits sera optimisé afin d'éviter les risques de pollution (eaux, nappes, air, fumées).

L'entreprise de gros-œuvre devra la mise en place de 3 bennes à gravats collectives (DI - Déchets inertes. DIB - Déchets industriels banaux - DIS - Déchets industriels spéciaux) par site et la gestion de celles-ci (commande, location, enlèvement), et sera géré par le lot Gros œuvre, les frais seront à répartir au compte prorata.

GESTION DES DÉCHETS DE CHANTIER (HORS AMIANTE)

En phase de nettoyage, de curage et de déconstruction, l'Entrepreneur assure une optimisation du degré de tri et de valorisation.

En phase de travaux de curage préalable, l'Entrepreneur assure :

- Un tableau estimatif des quantités de déchets par type de déchets évacués, recyclés et valorisés ;*
- La recherche des filières locales de traitement et de valorisation de déchets ;*
- Une optimisation de la répartition des bennes dans le cadre de la collecte sélective*
- La collecte séparée des Déchets Inertes (DI), des Déchets Non Dangereux (DND) et des Déchets Dangereux (DD) et, selon les quantités générées et les filières locales, définir une collecte séparée des emballages, du bois, du verre, de l'aluminium, etc. ; à défaut, avoir recours aux services d'une plateforme de tri.*

Le plan de retrait du lot Désamiantage devra répondre à l'ensemble des normes en vigueur, y compris la réglementation relative au Désamiantage et la gestion des déchets et du nettoyage.

Pour les déchets dangereux : AMIANTE

Les déchets seront enfermés dans des sacs étanches de type 5H4/Y conformément au marginal 3535 de l'accord européen relatif au transport des marchandises dangereuses dit « ADR ». Ces sacs devront être dépoussiérés et lavés avant d'être extraits de la zone de travail. Ils seront emballés en double enveloppe et étiquetés, conformément à la réglementation en vigueur.

Pour les déchets d'amiante liée à des matériaux inertes : Les déchets seront conditionnés en palettes, en racks ou en grands récipients pour vrac souple adaptée aux conditions et matériels de la manutention et peuvent être mis en bennes fermées ou bâchées.

Stipulations communes : Sur chaque emballage unitaire de déchets contenant de l'amiante, il doit être apposé une étiquette conforme au modèle donné par le décret n° 88-466 du 28 avril 1988 modifié.

Les autres déchets ou le matériel feront l'objet d'un dépoussiérage soigné et d'un lavage avant leur sortie de

zone. En application des articles R4541-3 et R4541-3 du code du travail, l'Entrepreneur devra prendre les mesures d'organisation appropriées ou utiliser les moyens adéquats afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de charges par les travailleurs.

L'Entrepreneur définira les moyens de manutention spécifiques prévus, leurs consignes d'utilisation, le poids des éléments à manutentionner et les mesures mises en œuvre pour éviter toutes dégradations des enveloppes contenant de l'amiante.

Tous les déchets seront évacués avant la visite de fin de travaux

LES DECHETS CONTENANT DE L'AMIANTE -

Il est expressément convenu que le Maître d'Ouvrage a confié à l'Entrepreneur l'élimination des déchets de toute nature résultant de l'exécution du Marché (dont les matériaux contenant de l'amiante et les déchets liés au fonctionnement du chantier tel qu'équipements de protection, filtres, films de propreté, etc.).

A ce titre, il devra donc en assurer l'élimination conformément à la loi et la réglementation en vigueur.

Pendant toute la période où les déchets seront stockés dans l'emprise du chantier, l'Entrepreneur en sera le détenteur, au sens du code de l'environnement.

Le chargement des déchets sera réalisé par et sous la responsabilité de l'Entrepreneur. À ce titre, il devra, notamment s'assurer que les dispositions prévues par l'arrêté dit TMD, soient respectées.

Pour obtenir la traçabilité des déchets de toute nature résultant de l'exécution du Marché, L'Entrepreneur devra soumettre, pour avis au Maître d'œuvre, la fiche d'identification des déchets (FID) avant envoi au centre d'élimination. En aucun cas le Maître d'ouvrage n'aura à viser ou signer la FID. Cette FID permettra au centre d'élimination de délivrer, en toute connaissance, le certificat d'acceptation préalable des déchets (CAP).

Ce certificat d'acceptation préalable des déchets contenant de l'amiante doit préciser la nature des matériaux contenant de l'amiante, le type d'amiante, la nature des autres déchets, les volumes et poids estimés, les types de conditionnement et leurs dimensions, et cela, par filière et par code de traçabilité.

L'Entrepreneur devra transmettre, dès réception, le certificat d'acceptation de prise en charge des déchets par le centre d'élimination retenu pour le projet.

Dès l'obtention des certificats d'acceptation préalable délivrés par le(ou)les centres d'élimination, l'Entrepreneur se rendra sur la plateforme dématérialisée Trackdéchets, dans laquelle il aura créé un compte, et renseignera le ou les BSDA (y compris la partie concernant l'identité du Maître de l'ouvrage), qu'il éditera en PDF pour transmission au Maître d'œuvre afin de vérification. Après visa du Maître d'œuvre, l'Entrepreneur informera le Maître de l'ouvrage de la mise en lignes du ou des BSDA pour validation. Afin de faciliter le repérage des BSDA sur le compte du Maître d'Ouvrage, l'Entrepreneur dénommera chaque BSDA en y mentionnant l'intitulé de l'opération ou du chantier.

Attention, à chaque transport, correspond un seul et unique BSDA.

L'ensemble des déchets de toute nature résultant de l'exécution du Marché (dont les matériaux contenant de l'amiante), à l'exception des déchets liés au fonctionnement du chantier (tel qu'équipements de protection, filtres, films de propreté, etc., dont l'Entrepreneur est le seul émetteur) devront faire l'objet de l'établissement d'un BSDA co-signé par le Maître d'ouvrage et l'Entrepreneur.

Conformément aux articles R 541-50 à R 541-54 du code de l'environnement, l'entrepreneur devra déclarer à la Préfecture où se trouve leur siège social ou, à défaut, le domicile du déclarant, la collecte et le transport de déchets dangereux au-delà de 100 kg.

Par ailleurs, avant tous travaux, l'entreprise procédera au repérage et au marquage des matériaux amiantés, suivant le ou les diagnostics de repérage d'amiante.

5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER

5.1. Stockages sur le chantier

Les entreprises doivent informer le Maître d'Œuvre de leurs besoins de stockage de matériaux sur le chantier. Les zones de stockage des matériaux sont délimitées et indiquées sur le Plan d'Installation du Chantier, qui est tenu à jour en fonction de l'avancement des travaux.

Les entreprises indiquent dans le P.P.S.P.S. si leurs travaux comprennent la mise en œuvre de substances ou des préparations dangereuses pouvant provoquer des intoxications, incendie ou explosion.

Les entreprises entreposent les produits à risque, conformément aux prescriptions des F.D.S. Tous stockages dans le bâtiment doivent faire l'objet d'une analyse par le Maître d'œuvre en concertation avec le CSPS. Ces zones doivent apparaître sur le plan d'installation de chantier.

L'entreprise précise dans son P.P.S.P.S. les règles de stockage relatives aux produits employés ainsi que les dispositions qu'elle met en œuvre en ce qui concerne notamment la ventilation et l'éclairage de ces zones de stockage.

Chaque entreprise doit maintenir en état de propreté ses zones de stockage et doit en conséquence effectuer les nettoyages quotidiens et évacuer ses déchets jusqu'aux points de regroupement convenus pendant la période de préparation et confirmés à l'occasion des réunions de chantier.

5.2. Nettoyage

Agent de propreté

Chaque entreprise désigne un Agent de Propreté qui, jusqu'à la réception T.C.E. a pour mission :

- De veiller à la propreté et au rangement des zones de stockage et des postes de travail de son entreprise
- De veiller au parfait état de propreté du chantier, des cantonnements et des voiries (à l'intérieur et à la sortie du chantier),
- D'organiser la mise en place et l'enlèvement des bennes à gravats,
- De provoquer les nettoyages

Nettoyage du chantier :

L'ensemble du chantier est nettoyé en permanence suivant un rythme adapté en fonction de l'importance des déchets générés par les activités du chantier. En aucun cas, les circulations ne doivent être encombrées par des déchets.

5.3. Enlèvement des déchets

Chaque entreprise est responsable du nettoyage lui incombant, défini dans les différents chapitres.

Les déchets doivent être limités, triés. Le contrôle de leur élimination se fait par Bordereau de Suivi des Déchets (BSD), dont une copie est conservée sur le site.

Afin d'éviter toute pollution du site, les produits polluants sont stockés conformément à la fiche de données de sécurité.

Privilégier l'emploi de produit naturel.

5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires

GESTION DES GRAVATS

Le chantier est soumis au tri sélectif, le stockage des matériaux et produits sera optimisé afin d'éviter les risques de pollution (eaux, nappes, air, fumées).

L'entreprise de gros-œuvre devra la mise en place de 3 bennes à gravats collectives (DI - Déchets inertes).

DIB - Déchets industriels banaux - DIS - Déchets industriels spéciaux) par site et la gestion de celles-ci (commande, location, enlèvement), et sera géré par le lot Gros oeuvre , les frais seront à répartir au compte prorata.

Les entreprises doivent informer le Maître d'OEuvre de leurs besoins de stockage de matériaux sur le chantier.

Les zones de stockage des matériaux sont délimitées et indiquées sur le Plan d'Installation du Chantier, qui est tenu à jour en fonction de l'avancement des travaux.

Les entreprises indiquent dans le P.P.S.P.S. si leurs travaux comprennent la mise en oeuvre de substances ou des préparations dangereuses pouvant provoquer des intoxications, incendie ou explosion.

Les entreprises entreposent les produits à risque, conformément aux prescriptions des F.D.S. Tous stockages dans le bâtiment doivent faire l'objet d'une analyse par le Maître d'oeuvre en concertation avec le CSPS. Ces zones doivent apparaître sur le plan d'installation de chantier.

L'entreprise précise dans son P.P.S.P.S. les règles de stockage relatives aux produits employés ainsi que les dispositions qu'elle met en oeuvre en ce qui concerne notamment la ventilation et l'éclairage de ces zones de stockage.

Chaque entreprise doit maintenir en état de propreté ses zones de stockage et doit en conséquence effectuer les nettoyages quotidiens et évacuer ses déchets jusqu'aux points de regroupement convenus pendant la période de préparation et confirmés à l'occasion des réunions de chantier.

Le plan de retrait du lot Désamiantage devra répondre à l'ensemble des normes en vigueur, y compris la réglementation relative au Désamiantage et la gestion des déchets et du nettoyage.

5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés

L'entreprise indique dans son P.P.S.P.S. les conditions d'enlèvement des déchets industriels spéciaux (produits et emballages) et indique le lieu de traitement (produits et procédures) Exemple : amiante, matériaux contaminés, produits chimiques, P.C.B. ...

Les déchets réputés dangereux doivent être évacués le plus rapidement possible. La procédure d'évacuation fera l'objet d'un accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'OEuvre et si nécessaire des autorités compétentes

5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise

Sur simple constat le Maître d'Ouvrage, le Maître d'OEuvre sans mise en demeure préalable peut faire procéder aux modifications des stockages ou des nettoyages qu'ils jugeraient nécessaires par une entreprise du chantier ou extérieure. Les frais résultants sont imputés aux entreprises défaillantes.

6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION

Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

6.1. Déclarations particulières

Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux et notamment :

- DT à charge du maître d'ouvrage
- Application de la loi anti-endommagement
- D.I.C.T - Les renseignements sont obtenus auprès de la maîtrise d'oeuvre.
A respecter si concerné
Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux et notamment :
- Demandes d'arrêtés - A respecter si concerné
- Autorisations concessionnaires - A respecter si concerné

Ces déclarations sont à établir et à diffuser par toute entreprise (compris sous traitante) dès lors qu'elle réalise des travaux en sol et à proximité des réseaux aériens.

A respecter si concerné

6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération

- **Rappel : Le chantier sera sous décret 94 (Chantier clos et indépendant)**

- La zone de travaux devra être indépendante et délimitée avec des clôtures réglementaires.
- Les accès au chantier devront être indépendants au mieux afin de ne pas générer d'interaction avec les occupants du site et le public
- Une coordination entre les entreprises et la direction de l'établissement devra être maintenue pendant toute la durée de l'opération
- Aucun stationnement, installation, stockage de quelque nature que ce soit ne sont tolérés sur la voie d'accès au site,
- Les bruits, poussières doivent être limités au minimum au vu des connaissances et techniques de mise en œuvre actuelles,
- La voie pompier doit rester libre en permanence,

Contraintes spécifiques

- L'Entrepreneur devra tenir compte des contraintes liées au maintien de l'activité du site pendant toute la durée des travaux.
- La coordination avec les autres titulaires de lots et les entreprises extérieures à l'opération est impérative.
- Toute intervention anticipée ou décalée par rapport au phasage devra faire l'objet d'une validation écrite en amont.

6.3. Risques par rapport à un chantier voisin

Sans objet à ce jour

6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure

- L'étude des modes opératoires tient compte du caractère de la production de l'établissement,
- Aucun stationnement, installation, stockage de quelque nature que ce soit ne sont tolérés sur la voie d'accès au site,
- Les bruits, poussières doivent être limités au minimum au vu des connaissances et techniques de mise en œuvre actuelles,

- La voie pompier doit rester libre en permanence,
- Les consignations et déconsignations de réseaux ne peuvent se faire qu'après avis du chef d'établissement du centre et des services de sécurité et de maintenance en place,
- Un permis de feu doit être établi pour chaque travail par point chaud,
- Les entreprises tiennent compte également de la présence d'autres intervenants sur le site, livreurs, entreprises de maintenances, gardiens, etc . . .

NOTA A TOUS LES INTERVENANTS :

Toutes les dispositions énoncées dans le présent document, s'appliquent également vis à vis des chefs d'établissements et prestataires indépendant.

6.5. Prévention incendie et explosion, Permis de feu

La prévention de l'incendie et explosion passe par la gestion des travaux par points chauds qui regroupent : les opérations de retrait de matières ou de désassemblage d'équipements par découpage, meulage ou ébarbage

les opérations d'assemblage par soudures par exemple ou de mise en place ou retrait d'étanchéité en matériaux inflammables.

De manière générale, ceci comprend tous les travaux pouvant produire des étincelles ou pouvant engendrer des surfaces chaudes qui sont susceptibles d'engendrer des incendies par induction.

Les machines portatives tournantes (disqueuses, tronçonneuses, perceuses...) sont aussi concernées par les mesures de prévention.

Le permis de feu est prévu pour encadrer toutes les opérations susceptibles de générer des points chauds d'une manière générale. Lorsque des travaux par points chauds concernent un poste permanent (poste fixe de soudure par exemple), le permis de feu n'est pas nécessaire, la maîtrise des sources d'inflammation étant déjà effectuée dans l'évaluation des risques du poste de travail. (extrait document INRS).

La rédaction du permis de feu est obligatoire pour tous travaux par points chauds, que ces opérations soient réalisées par l'entreprise elle-même ou par une entreprise extérieure. Cette démarche s'intègre dans les procédures existantes (autorisation de travaux, plan de prévention, plan particulier sécurité protection de la santé (PPSPS)...) et fait partie intégrante des mesures de prévention issues de l'évaluation des risques de l'entreprise (document unique).

Le permis de feu doit être formalisé et expliqué. Chaque intervenant doit connaître les risques et les moyens à mettre en oeuvre pour les diminuer et s'engage à respecter les règles de l'intervention.

Nous demandons aux entreprises de se référer au document INRS ED6030 et notamment aux pages 11 à 14 définissant l'ensemble des démarches et comportant aussi un exemple de permis de feu.

6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages

Pour toute intervention sur des ouvrages en exploitation celles-ci sont régis sous plan de prévention.

6.7. Locaux témoins

Sans objet à ce jour

7. ORGANISATION DES SECOURS

Les consignes de sécurité et les numéros d'appel des services de secours doivent figurer sur le P.P.S.P.S. et être affichées.

Dès lors que l'effectif total du chantier dépasse 200 salariés une infirmerie est mise en place.

7.1. Téléphone de secours

Le personnel présent sur le chantier doit disposer d'un téléphone de secours, pouvant être installé dans le bureau, **accessible en permanence par tous**.

Eventuellement, pour les petits chantiers où pour des zones de travail éloignées, un téléphone portable, **ouvert en permanence et en état de marche (correctement chargé)**. L'emplacement de la personne en disposant doit être connu de tous les ouvriers concernés.

7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)

Au moins 5% du personnel présent sur le chantier (avec un minimum de un), quelle que soit l'entreprise, doit être Sauveteur Secouriste du Travail (S.S.T.).

Les S.S.T. doivent avoir été formés ou recyclés depuis moins de 2 ans et ont obligatoirement, à l'arrière de leurs casques, un autocollant d'identification.

La liste des secouristes, à jour en permanence, est affichée près du téléphone défini ci-dessus.

Il en est de même pour la liste du matériel médical existant sur le chantier.

7.3. Travail isolé

Les entreprises prennent toutes les mesures nécessaires afin qu'un travailleur isolé puisse signaler toute situation de détresse et être secouru dans les meilleurs délais.

7.4. Procédure d'organisation des secours

L'entreprise doit préciser dans son PPSPS, les mesures d'organisation qu'elle met en œuvre (pénétration des services de secours en zone chantier / Alerte, Evacuation du chantier . . .)

Se conformer à la procédure du site.

7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident

Outre les déclarations réglementaires d'accident effectuées par l'entrepreneur, les accidents ou incidents sont signalés au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS.

7.6. Point de rencontre secours

Suivant directive de la MO/MOE

Suivant plan sur site

7.7. Modèle de fiche de secours

*EN CAS D'***ACCIDENT**

Appelez les Pompiers



18 ou 112

et dites :

1.ICI CHANTIER : SMR / Entrée EHPAD / Accueil de jour

Adresse : 116 RUE LOUIS PASTEUR 76116 DARNETAL

2.PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT :

par exemple : Chute, éboulement, asphyxie...

LA POSITION DU BLESSE : Il est sur la terrasse, il est au sol ou dans une fouille ...

ET SI IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

3.SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSE(S) ET LEUR ETAT

Par exemple : Trois ouvriers blessés dont un qui saigne beaucoup et un qui ne parle pas.

4.FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS.

Envoyer quelqu'un à l'entrée du chantier pour guider les secours.

Suivant directive de la MO/MOE

Suivant plan sur site

NE JAMAIS RACCROCHER LE PREMIER

ANNEXES AU P.G.C.

Projet de plan d'installation provisoire de chantier

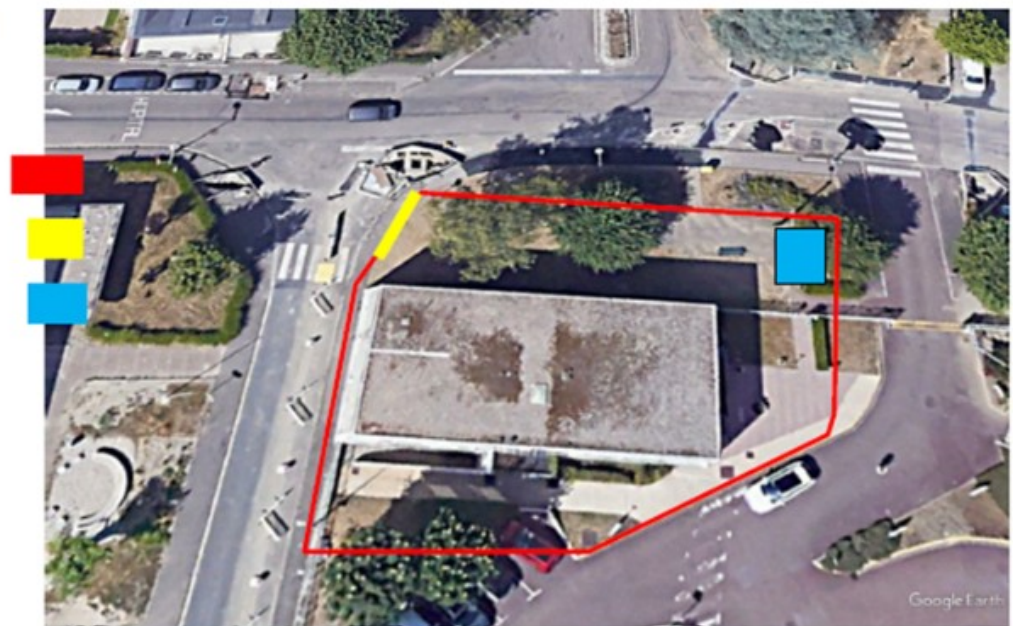
Proposition d'installation de chantier phase démolition :

Plan d'installation de chantier

Clôture de chantier

Portail chantier

Base vie



Plan d'installation de chantier

Liste des pièces jointes au P.G.C.

- Annexe_Presence_Plomb
- Annexe_METAH
- Annexe_Presence_Amiante
- Annexe_Mise_en_place_de_grues
- Annexe_Presence_Silice
- Annexe_SCALP
- Annexe_MESA